

EDITO

Chère Madame, Cher Monsieur

Notre 1er canton est en pleine mutation urbaine. Il n'y a pas une rue sans travaux ni grue. Certes il faut du logement, surtout du logement accessible à tous, mais je me pose la question de la gamme choisie et de l'avenir de ces nouveaux quartiers très concentrés. Ce qui m'inquiète surtout, c'est de voir notre ville se transformer peu à peu en vitrine touristique et en quartiers dortoirs. L'emploi qu'on nous propose est uniquement basé sur les activités du tertiaire, secteur où les postes proposés sont souvent précaires avec un turnover très important. Je pense qu'une ville harmonieuse doit passer par un équilibre reposant sur le triptyque :

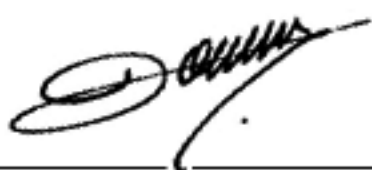
Logements – Commerces – Entreprises (PME-PMI)

Je reproche aujourd'hui le choix monolithique de la spéculation immobilière, politique mortifère pour nos entreprises industrielles. Il est pourtant vérifié que les PMI dans les villes offrent des emplois qualifiés qui débouchent sur des produits manufacturés comme l'entreprise SAFT boulevard Alfred Daney (450 ingénieurs, techniciens et ouvriers) ou encore l'entreprise de mécanique marine ARMI aux bassins à flot (30 emplois) et bien d'autres encore. Il faut également toujours rappeler qu'un emploi industriel génère un peu plus de deux emplois de service.

En ce moment à Bordeaux, la promotion immobilière a pris le pas sur l'intérêt général en digérant notre foncier et en s'attaquant à notre industrie de ville pour récupérer les terrains (Lesieur...). Bien sûr tout cela pour le bénéfice d'une petite poignée de personnes.

Maintenant nous avons à faire face à une offensive très vive pour empêcher le Grand Port Maritime de Bordeaux, de développer son activité aux bassins à flot et pire encore en s'attaquant aux activités portuaires existantes à Bacalan. En qualité de Conseiller général et régional de votre canton mais également d'administrateur du Conseil de Surveillance du port il est de mon devoir de me battre pour préserver l'emploi industriel d'un port en activité et de développer celle-ci pour permettre aux générations futures de trouver des emplois hautement qualifiés au cœur de leur ville. C'est pour moi un combat de tous les jours. Pour aider à comprendre ce qui se passe ici, j'ai rédigé cette tribune. **Aidez-moi, aidez-vous, aidons-nous, en faisant pression pour sauver ces emplois et mieux encore en en créant de nouveaux avec le projet de chantier naval de réparation et d'entretien des grands yachts, porté par le port (170 emplois pérennes et jusqu'à 700 tous corps d'état confondus pour un refit complet).**

Avec mes sentiments dévoués.
Philippe Dorthe




Philippe Dorthe
Conseiller général du 1er canton
de Bordeaux

TRIBUNE

Anti REFIT : De la valse des proconsuls* au syndrome du « coq qui chante »

Il n'y a pas un jour sans que la presse locale n'offre des interviews et autres articles d'une page ou demie page à des chefs d'entreprises, responsables consulaires et Président de grands syndicats de filières qui font du «REFIT Bashing» pour casser la dynamique du Port de Bordeaux dans sa volonté de mettre en œuvre un chantier naval. Tels des proconsuls* (Généraux romains dépêchés par l'Empire pour défendre un consul en difficulté sur les terres dont il a la gestion) ces personnages plus ou moins connus ou compétents dans le domaine y vont de leur avis sur ce projet. Une drôle de manière de respecter la démocratie et la déontologie qui doivent assurer les équilibres partisans en période électorale. Cette déontologie est allègrement bafouée par des interviews de «non politique» partisans qui vont dans le sens du «Consul» de Bordeaux. Cette méthode habile permet au Maire d'occuper les médias par personnes interposées et ainsi d'éviter de rentrer dans la comptabilité des temps de parole en période électorale. Dans ce dossier du REFIT à Bacalan, bien avant qu'il soit connu du grand public, Alain Juppé avait déjà pris l'engagement auprès d'un promoteur de tout faire pour qu'aucun développement industriel ne vienne contrarier la promotion et la commercialisation d'un programme immobilier du dit promoteur. Cette information m'est parvenue de la bouche même d'un grand élu municipal UMP, amoureux de sa ville et de sa spécificité portuaire qui ne partageait pas et ne partage toujours pas la position du Maire.

Désinformation et discours manipulateur.

Le grand argument avancé par les « anti-refit » c'est l'antériorité des projets d'urbanisme aux bassins à flot par rapport au projet de refit. Mais quel est ce discours manipulateur? En fait c'est totalement l'inverse. La ZAC des bassins à flot transformée en PAE s'est imposée au cœur d'un site industriel portuaire en activité sans interruption depuis le 19e siècle.

Les bassins à flot ont connu beaucoup d'activités jusque dans les années 1990. Depuis, l'activité s'est ralentie sans pour autant disparaître, loin de là. Le port y a toujours entretenu ses dragues, ses grues flottantes. Dernièrement se sont les barges de l'Airbus qui viennent y faire escale ou les nouveaux paquebots fluviaux. Si nous pouvons reprocher au Grand Port Maritime de Bordeaux d'avoir délaissé trop longtemps un entretien digne de ce nom il n'en demeure pas moins que cet établissement public occupe régulièrement ces installations.



En fait ces gens sont atteints du syndrome du « coq qui chante ». Syndrome que l'on retrouve chez tous ces rurbains qui veulent fuir les nuisances de la ville en s'installant à la campagne et qui, une fois installés, ne supportent plus le chant du coq et le son des cloches de l'église. Et bien ici, à Bordeaux Nord c'est la même chose, quand on construit au cœur d'un port en activité un nouveau quartier il ne faut pas se plaindre d'y trouver des bateaux et la vie qui va avec.

Plus grave encore !

Aujourd'hui la puissance immobilière ne se satisfait plus de vouloir bloquer le développement du port, elle commence, rejoint par le milieu viticole, à s'attaquer aux activités actuelles du Grand Port Maritime de Bordeaux. Dans son interview le président du CIVB parle de la nuisance des activités portuaires à proximité du futur centre international du vin. Cette position qui pourrait passer pour anodine dans le discours ambiant a le mérite de faire tomber les masques, mais peut-être n'a-t-il pas vu sa maladresse. En disant cela il s'attaque directement au maintien du port de Bordeaux dans la ville intra muros. En effet à proximité immédiate du futur centre du vin se trouve le slipway, cette cale de mise à l'eau et de mise hors d'eau des gros bateaux qui très régulièrement viennent effectuer leur maintenance sur ce chantier du quai de Bacalan (rue Achard).

Une très grande partie des techniciens et ouvriers du port vit directement de cette activité. Vouloir la supprimer ou la déplacer imposerait la fermeture de tout le site portuaire de Bordeaux ville.

Le sachant parfaitement, pour se donner quand même une image positive, tous ces spadassins de l'emploi industriel crient leur intérêt pour la mise en œuvre d'un refit, mais pas à Bordeaux.

Pour eux cette ville en pleine mutation mérite mieux que de laisser à la vue des badauds touristiques les techniciens et ouvriers du port en activité sur un chantier naval.

Alors avec un sérieux sans retenue, ils proposent d'organiser tout ça à Bassens, ville de la rive droite de la Garonne où se trouve le port de commerce.

Certes, si Bassens possède une grande forme de radoub (cale sèche) l'activité rentable d'un chantier de refit obligerait à transférer rive droite toutes les installations des bassins à flot avec ses deux cales sèches, le slipway du quai de Bacalan avec ses ateliers et enfin de construire un nouveau quai : Coût 200 millions d'euros !

Peut-être que tous ces bons conseillers ont ces 200 millions d'euros pour aider le port à réaliser cette formidable idée qu'ils déclinent avec passion.



Forme de radoub
cale sèche

Des intérêts cachés ?

Tout ceci n'est pas sérieux. Il y a bien longtemps que de nombreux pays ont pris l'option de marier intelligemment dans leurs villes portuaires l'habitat de qualité, l'industrie des chantiers navals, les commerces et les PME du tertiaire. Mais que s'est-il passé dans la tête du Maire de Bordeaux pour choisir comme fil conducteur de sa politique cette promotion immobilière cannibale qui dévore petit à petit notre ville,



S. Doucet et PH. Dorthe

y compris son activité industrielle. Politique qui n'a pas créé un emploi pérenne et très peu d'emplois en CDD pour les jeunes de nos quartiers. Il suffit de faire le tour des chantiers et de regarder les immatriculations des véhicules. La méthode des entreprises du bâtiment qui consiste à sous-traiter à des entreprises étrangères est maintenant bien connue. Quelles sont ces raisons qui ont fait que le Maire de Bordeaux conforte cette politique de

bétonnage? Quelles sont ces raisons qui poussent les proconsuls du Maire à vouloir casser la dynamique du port dans la ville?

Peut-être que le départ définitif du port de la ville centre libérerait encore plus de terrain !

Je n'ose penser que ce soit là la motivation. Cela serait d'une extrême gravité qui pourrait laisser planer suffisamment de doute pour enclencher quelques investigations poussées !!!

I faut garder le port dans Bordeaux.

Quelles que soient nos opinions politiques on ne peut laisser le port seul contre tous. On ne peut laisser cette ville uniquement tournée vers le tourisme, la promotion immobilière et les emplois souvent précaires du tertiaire. Pour la plupart il s'agit du déplacement d'activités existantes de quelques kms.

Au delà de Bordeaux, notre pays ne pourra se redresser sans le maintien et le développement harmonieux et intégré des industries dans nos villes. Pour Bordeaux la présence du port en ses murs est une chance inestimable. Les générations futures seront très heureuses de trouver ces installations uniques et en état, créatrices d'emplois dans une grande ville.

Il faut que la presse ait le courage d'équilibrer les avis. Trop de gens ont été envoyés en contre, cela n'est pas tenable dans une démocratie.

Pourquoi ne pas donner la parole à égalité aux responsables de l'entreprise ARMI, ou à l'ancien haut dirigeant des grands chantiers navals de refit de la Ciotat, habitant aujourd'hui à Bordeaux ou au directeur des chantiers navals NICOLAS, ou encore aux nombreuses associations du quartier et d'utilisateurs des bassins à flot avec lesquels la Députée Sandrine Doucet, la Conseillère municipale Martine Diez et moi-même, travaillons sur ce sujet au quotidien. Je pense qu'il est temps de rappeler au Maire, aux promoteurs et à tous ceux qui crient avec les loups qu'ils ne sont pas l'Etat. Qu'ils sont encore dans une République. Il faut leur rappeler que ce ne sont pas eux qui commandent au port. Et si quelqu'un leur a fait croire c'est bien dommage.

Philippe Dorthe
Conseiller général de la Gironde (Bordeaux 1)
Conseiller régional d'Aquitaine

SOUTIEN

Je soutiens le projet du Grand Port Maritime de Bordeaux de mettre en œuvre

un chantier naval de réparation et d'entretien de grands yachts aux bassins à flot et de maintien du slipway du quai de Bacalan.

NOM PRENOM.....

ADRESSE POSTALE

EMAIL TELEPHONE

A renvoyer à Philippe Dorthe, Conseiller régional d'Aquitaine, Conseiller général de la Gironde.

14 rue François de Sourdis - 33077 - BORDEAUX